

# AVIGNON

Ville d'exception

## Convention de mutualisation de l'infrastructure fibre optique de la Ville d'Avignon

### **Partenaires**

Ville d'Avignon  
Grand Avignon  
Ville de Villeneuve-les-Avignon  
Département de Vaucluse  
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région PACA  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse  
Avignon Université  
Institut National de la Recherche Agronomique - PACA  
Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille

**Date :** 30/04/2022

**Référence :** Convention fibre optique Avignon

**N° Version :** 1

Convention

# Sommaire

<b>Préambule</b>	<b>6</b>
<b>Article 1 Définitions</b>	<b>6</b>
<b>Article 2 Objet de la convention</b>	<b>8</b>
<b>Article 3 Documents contractuels</b>	<b>8</b>
<b>Article 4 Liste des annexes</b>	<b>9</b>
<b>Article 5 Durée de la convention</b>	<b>9</b>
Alinéa 5.1 Entrée en vigueur et durée	9
Alinéa 5.2 Décompte des délais	9
<b>Article 6 Mise à disposition par la Ville du Réseau GFU</b>	<b>9</b>
<b>Article 7 Extensions du Réseau GFU</b>	<b>10</b>
<b>Article 8 Propriété du Réseau GFU</b>	<b>10</b>
Alinéa 8.1 Equipements techniques et aménagements de retour	10
Alinéa 8.2 Equipements techniques et aménagements de reprise	11
Alinéa 8.3 Restitution du Réseau GFU	11
<b>Article 9 Conditions de mise à disposition du Réseau GFU</b>	<b>11</b>
Alinéa 9.1 Principe général	11
Alinéa 9.2 Modalités d'entrée au sein du réseau	11
Alinéa 9.4 Exclusivité	12
Alinéa 9.5 Limite de responsabilité	12
Alinéa 9.6 Cohabitation entre Utilisateurs	12
Alinéa 9.7 Eléments associés	12
Alinéa 9.8 Libre accès	13
<b>Article 10 Droit d'utilisation</b>	<b>13</b>
Alinéa 10.1 Principe général	13
Alinéa 10.2 Conditions d'utilisation	13
Alinéa 10.3 Réservation complémentaire de boucles	14
Alinéa 10.4 Modification des conditions d'utilisation par l'Utilisateur	14
Alinéa 10.5 Garantie de continuité physique du Réseau GFU	14
Alinéa 10.6 Besoins de supervision des Utilisateurs	15
<b>Article 11 Maintenance du Réseau GFU</b>	<b>15</b>
Alinéa 11.1 Conditions de maintenance	15
Alinéa 11.2 Travaux effectués sur le Réseau GFU	15
Alinéa 11.3 Travaux et réparations effectués par la Ville d'Avignon sur des ouvrages publics	16
<b>Article 12 Conditions financières</b>	<b>17</b>
Alinéa 12.1 Clefs de répartition du coût initial de mise en œuvre d'un Nouveau réseau (extension)	17
Alinéa 12.2 Répartition des coûts annuels de maintenance du Réseau GFU et pénalités éventuelles	17
Alinéa 12.3 Révision des conditions financières	17
<b>Article 13 Comité de suivi</b>	<b>18</b>
Article 14 Résiliation	19
<b>Article 15 Evolution de la convention</b>	<b>20</b>
Alinéa 15.1 Evolutions légales	20

Alinéa 15.2 Cession de la convention	20
<b>Article 16 Clauses juridiques générales</b>	<b>20</b>
Alinéa 16.1 Responsabilité et assurances	20
Alinéa 16.2 Autorisations légales	21
Alinéa 16.3 Confidentialité et secret	21
Alinéa 16.4 Force majeure	21
Alinéa 16.5 Bonne foi	21
Alinéa 16.6 Indépendance des parties	21
Alinéa 16.7 Intégralité	21
Alinéa 16.8 Tolérance	22
Alinéa 16.9 Sincérité	22
Alinéa 16.10 Loi	22
Alinéa 16.11 Conciliation	22
Alinéa 16.12 Litiges	22
<b>ANNEXE 1 - Périmètre du Réseau GFU existant au 1<sup>er</sup> janvier 2022</b>	<b>27</b>
<b>ANNEXE 2 - Descriptif technique du Réseau GFU</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 3 – Tarification Droits d'accès et maintenance</b>	<b>45</b>

ENTRE LES SOUSSIGNES

La **Ville d'Avignon**, représentée par Madame le Maire de la Ville d'Avignon, agissant en vertu de la délibération N° du Conseil Municipal en date du 26 février 2022

Ci-après dénommée « **la Ville d'Avignon** »

**D'une part,**

Le **Grand Avignon**, représentée par Monsieur le Président de la de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon, agissant au nom du Conseil Communautaire en vertu de la délibération N° B20220427/006 du Conseil Communautaire en date du 27 avril 2022.

Ci-après dénommé « **le Grand Avignon** »

**D'autre part,**

La **Ville de Villeneuve-lès-Avignon**, représentée par Madame le Maire de la Ville, agissant en vertu de la décision N°46/2022 du Conseil Municipal en date du 4 avril 2022.

Ci-après dénommée « **la Ville de Villeneuve-lès-Avignon** »

Le **Département de Vaucluse**, représenté par Madame la Présidente du Conseil Général de Vaucluse, agissant au nom du Conseil Général en vertu de la délibération de l'Assemblée départementale N° 2022-255 en date du 24 juin 2022.

Ci-après dénommé « **le Département** »

**D'autre part,**

La **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, représentée par Monsieur le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, agissant au nom du Conseil Régional en vertu de la délibération de la Commission Permanente N°22-0743 en date du 21/10/2022

Ci-après dénommée « **la Région** »

**D'autre part,**

La **Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région PACA**, représentée par Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région PACA, agissant au nom de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région PACA

Ci-après dénommée « **la CMAR PACA** »

**D'autre part,**

La **Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse**, représentée par Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse, agissant au nom de la Chambre de Commerce et d'Industrie

Ci-après dénommée « **la CCI** »

**D'autre part,**

**AVIGNON UNIVERSITE**, représentée par Monsieur le Président de d'Avignon Université, agissant au nom de Avignon Université



Ci-après dénommée « **l'Université d'Avignon** »

**D'autre part,**

**L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'alimentation et l'Environnement PACA**, représentée par Monsieur le Président et Délégué régional, agissant au nom de l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'alimentation et l'environnement– PACA

Ci-après dénommé « **l'INRAE** »

**D'autre part,**

Et,

**L'Académie d'Aix-Marseille**, représentée par Monsieur le Recteur de la Région académique PACA, Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, Chancelier des Universités, agissant au nom de l'Académie d'Aix-Marseille

Ci-après dénommée « **le Rectorat** »

**D'autre part**

Vu la délibération du Conseil Municipal d'Avignon en date du 30 avril 2022,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Postes et des Communications Electroniques,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## Préambule

La Ville d'Avignon dispose d'une infrastructure de fourreaux et de fibres optiques activées pour la fourniture de services de télécommunications aux services municipaux, mises en place progressivement depuis 1998 lors de la réalisation de travaux de voirie et de mise en œuvre de la vidéo-protection urbaine notamment, ainsi que les feux tricolores, le contrôle d'accès urbain, etc..

La Ville d'Avignon a recensé sur le territoire communal la présence d'acteurs publics dont les besoins en termes de services de télécommunications à haut débit sont très importants.

Ces acteurs publics ont souhaité en 2011 se constituer en Groupe Fermé d'Utilisateurs (GFU).

Un GFU est défini par l'ARCEP<sup>1</sup> comme un ensemble de personnes physiques ou morales utilisant un service de communications électroniques dans le cadre de réseaux non connectés à tout autre réseau et constituant une communauté d'intérêt expressément identifiable par sa stabilité, sa permanence et son antériorité à l'usage effectif de ce service de communications électroniques.

La Ville d'Avignon, a décidé de mettre à la disposition du GFU cette infrastructure de télécommunications par convention en date du 14 janvier 2011, délibérée le 11 mars 2011.

En choisissant ce dispositif contractuel, la Ville d'Avignon a également souhaité que, d'une part, l'ensemble des Utilisateurs, constitués en GFU et implantés sur le territoire de la Ville d'Avignon, puissent quels que soient leurs besoins, accéder à l'infrastructure de télécommunications dans des conditions non discriminatoires et que, d'autre part, la qualité d'exploitation des services de télécommunications soit préservée par une gestion coordonnée des différentes infrastructures.

La convention initiale en date du 14 janvier 2011 étant échue depuis septembre 2021, il est apparu nécessaire de réactiver et d'actualiser ses dispositions ainsi que ses annexes.

Par ailleurs, la tarification correspondant au droit d'accès au GFU a également été actualisée afin de tenir compte du coût d'entretien pesant annuellement sur le budget de la Ville d'Avignon.

La Ville d'Avignon a donc prorogé le principe de mutualisation du GFU et a adopté la présente convention lors de la séance du Conseil Municipal en date du 26 février 2022.

## Article 1 Définitions

Les termes ci-dessous auront pour les parties les définitions suivantes, étant précisé que les parties acceptent les définitions intégrées dans le Code des Postes et des Communications Électroniques (CPCE) et dans la loi modifiée du 26 juillet 1996 (loi n°96-659) portant réglementation des télécommunications.

### « Infrastructure de base » :

Désigne l'ensemble des constituants inertes visant à abriter, contenir, supporter et protéger les infrastructures de télécommunications optiques. Il s'agit notamment des locaux techniques, des chemins de câbles, et des ouvrages permettant le passage des fibres optiques (tranchées, fourreaux, chambres d'épissurage, chambres de tirage...).

<sup>1</sup> Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

**« Infrastructure de télécommunications optique » ou « Infrastructure optique » :**

Désigne l'ensemble de câbles de fibres optiques, de connecteurs optiques, d'équipements terminaux de télécommunications associés à ces fibres, d'équipements de répartition et de brassage.

**« Infrastructure de télécommunications passive » ou « Infrastructure passive » :**

Désigne l'ensemble de l'infrastructure de télécommunications de base et de l'infrastructure de télécommunication optique.

**« Infrastructure de télécommunication active » ou « Infrastructure active » :**

Désigne l'infrastructure passive et l'ensemble des équipements de commutation ou de transmission numérique ou analogique et plus généralement des équipements nécessaires à la transmission, le traitement ou la réception d'informations.

**« Utilisateurs » :**

Désigne les membres du Groupement Fermé d'Utilisateurs, signataires de la présente convention.

**« Réseau GFU » :**

Désigne l'Infrastructure de télécommunications passive mise à disposition par la Ville d'Avignon aux Utilisateurs dans le cadre de la présente convention.

**« Boucle principale » :**

Désigne la partie du Réseau GFU utilisée par l'ensemble des Utilisateurs.

**« Liaisons pendulaires » :**

Désigne les parties du Réseau GFU utilisée par certains Utilisateurs pour leurs besoins spécifiques. Les liaisons pendulaires font partie du Nouveau réseau (cf. ci-après).

**« Réseau préexistant » :**

Désigne la partie du Réseau GFU préexistant en date du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**« Extensions du réseau » :**

Désigne les extensions du Réseau GFU qui pourront être créés ultérieurement à l'issue de la réalisation du Nouveau réseau.

**« Boucle » :**

Désigne une paire de fibres optiques raccordées à chacune de leurs extrémités, et constituant ainsi une boucle (pour sécuriser l'interconnexion), permettant de desservir les sites d'un Utilisateur.

**« Zone de limite de responsabilité » :**

La limite de responsabilité entre le Réseau GFU et le réseau privé de l'Utilisateur se situe au niveau de la chambre de raccordement ou de l'armoire de rue installée sur le domaine public en limite de propriété du site que l'Utilisateur souhaite raccorder.

Cette chambre ou cette armoire technique, appelées « Zone de limite de responsabilité » dans la suite de la convention, fait partie du Réseau GFU.

**« Sites d'intérêt Régional »**

Sites répondant aux besoins de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de Avignon Université, de l'Institut National de la Recherche Agronomique – PACA et du Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille.

## Article 2 Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville d'Avignon met en œuvre un Réseau et met à disposition des Utilisateurs l'infrastructure de télécommunications passive dénommée le Réseau GFU.

La présente convention définit les droits et obligations des parties.

Elle précise d'une part les participations financières des différents partenaires pour l'établissement et l'entretien du réseau, d'autre part les conditions et modalités de mise à disposition et d'exploitation du Réseau GFU.

La Ville d'Avignon est soumise au titre de la présente convention à une obligation de moyens et les Utilisateurs engagent, au titre de la présente convention, leur responsabilité dans les conditions de droit commun.

Les Utilisateurs s'engagent à utiliser le Réseau GFU exclusivement pour leurs besoins propres ou, le cas échéant, pour des besoins d'interconnexion avec d'autres Utilisateurs.

Les Utilisateurs reconnaissent avoir disposé de l'ensemble des informations et éléments nécessaires à la conclusion de la présente convention et connaître les limites des engagements de la Ville d'Avignon au regard de son statut et des dispositions légales qui lui sont applicables, notamment en matière de télécommunications.

Les parties conviennent de coopérer étroitement dans le cadre de l'exécution de leurs obligations respectives.

Elles conviennent de procéder à un échange permanent d'informations en vue de contribuer au bon fonctionnement du réseau et permettre d'éviter la génération de difficultés préjudiciables aux intérêts des parties.

Le périmètre du GFU pourra évoluer par voie d'avenant.

## Article 3 Documents contractuels

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- La présente convention ;
- Ses annexes telles que visées à l'Article 4.

En cas de contradiction entre des documents de nature différente et de rang différent, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront.

Toutes modifications des dispositions de la convention devront faire l'objet d'un avenant entre les parties pour avoir valeur contractuelle.

## **Article 4 Liste des annexes**

La présente convention comprend les annexes suivantes :

- ANNEXE 1 - Périmètre du Réseau GFU existant au 1<sup>er</sup> janvier 2022
- ANNEXE 2 - Descriptif technique du Réseau GFU
- ANNEXE 3 – Tarification Droits d'accès et maintenance

## **Article 5 Durée de la convention**

### ***Alinéa 5.1 Entrée en vigueur et durée***

La convention entrera en vigueur à la date de sa notification par la Ville d'Avignon à chacun des membres signataires, après transmission au contrôle de légalité.

Elle est conclue pour une durée de **10 ans**, qui commencera à courir à compter de la date d'entrée en vigueur.

### ***Alinéa 5.2 Décompte des délais***

Tout délai imparti dans la présente convention commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait ou l'événement qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est exprimé en jours, il s'entend en jour calendaire et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est exprimé en semaine, ce délai comporte sept jours, il s'entend d'une semaine calendaire et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est exprimé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai exprimé en mois est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Lorsque, en exécution des dispositions de la présente convention, un document doit être remis, dans un délai fixé, par la Ville d'Avignon à un Utilisateur, ou réciproquement, ou encore lorsque la remise d'un document doit faire courir un délai, le document doit être remis au destinataire contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou bien par courriel avec preuve de réception. La date du récépissé ou de l'avis de réception postal ou du courriel est retenue comme date de remise de document.

## **Article 6 Mise à disposition par la Ville du Réseau GFU**

Dans le cadre de l'interconnexion de sites des Utilisateurs, la Ville d'Avignon met à disposition de ces derniers, sur le parcours décrit en ANNEXE 2 - Descriptif technique du Réseau GFU, le réseau selon la tarification définie à l'ANNEXE 3 – Tarification Droits d'accès et maintenance.

Le Réseau existant est mis à disposition des Utilisateurs dans l'état, sous réserve que les performances soient suffisantes au regard des règles de l'art.  
Des tests de réflectométrie seront réalisés, sur demande, afin de vérifier les performances du Réseau existant.

**Les services correspondants de la Ville d'Avignon sont :**

- **Direction des Réseaux Dynamiques**  
Tél. : 07 61 11 65 83  
Mail : [david.lauro@mairie-avignon.com](mailto:david.lauro@mairie-avignon.com)
- **Direction de la DSI**  
Tél. : 07.63.72.74.94  
Mail : [laurent.escalettes@mairie-avignon.com](mailto:laurent.escalettes@mairie-avignon.com)

## **Article 7 Extensions du Réseau GFU**

L'Utilisateur pourra proposer à la Ville d'Avignon la réalisation d'extensions du Réseau GFU afin d'étendre le périmètre de ce dernier tel que définie en ANNEXE 1 - Périmètre du Réseau GFU existant au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

La Ville d'Avignon pourra refuser la réalisation de telles extensions de l'infrastructure passive si elle estime que ces extensions ne sont pas nécessaires ou utiles ou si l'intérêt public, l'intérêt général, la notion de service public s'opposent à la réalisation de celles-ci.

La Ville d'Avignon se réserve à tout moment le droit de réaliser des extensions du Réseau GFU afin de permettre aux Utilisateurs concernés par la présente convention, ainsi qu'à de nouveaux Utilisateurs ultérieurs potentiels, de bénéficier de ce dernier.

## **Article 8 Propriété du Réseau GFU**

### ***Alinéa 8.1 Equipements techniques et aménagements de retour***

Les équipements techniques ou les aménagements nécessaires à l'exploitation de l'infrastructure passive et inclus dans le périmètre du Réseau GFU, deviennent, au fur et à mesure de leur mise en place et installation, la propriété de la Ville d'Avignon, sauf convention contraire entre les parties.

L'Utilisateur accepte et reconnaît qu'il ne peut prétendre à aucune indemnité de quelque nature que ce soit au titre du retour des équipements techniques et aménagements décrits ci-dessus.

En d'autres termes, l'Utilisateur accepte et reconnaît qu'il ne pourra être dérogé aux stipulations du présent article qu'en cas de conclusion d'une convention particulière relative à l'investissement particulier de l'Utilisateur.



## ***Alinéa 8.2 Equipements techniques et aménagements de reprise***

Les équipements techniques ou des aménagements spécifiques mis en place par l'Utilisateur pour les besoins de l'activation du Réseau GFU et nécessitant un investissement particulier de l'Utilisateur sont inscrits au fur et à mesure de leur mise en place sur un répertoire spécial transmis par l'Utilisateur à la Ville d'Avignon à la fin de chaque année calendaire<sup>2</sup>.

En application de l'Alinéa 8.3, ces équipements et aménagements spécifiques pourront être repris par l'Utilisateur à l'expiration de la présente convention, s'il en fait expressément la demande.

## ***Alinéa 8.3 Restitution du Réseau GFU***

Les équipements techniques et aménagements spécifiques conçus et réalisés pour la Ville d'Avignon et mis à disposition de l'Utilisateur par la Ville d'Avignon tels que visés à l'ANNEXE 2 - Descriptif technique du Réseau GFU, sont et demeurent la propriété de la Ville d'Avignon.

A l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit, la Ville d'Avignon reprendra tout ou partie des équipements techniques ou des aménagements qu'elle aura installés dans le périmètre du Réseau GFU.

Elle pourra demander, sans avoir à le justifier, la remise en état par l'Utilisateur de l'infrastructure passive, dans la zone de limite de responsabilité, dans son état initial. Dans ce cas, à première requête de la Ville d'Avignon et au plus tard deux mois avant l'expiration de la convention, l'Utilisateur remettra l'infrastructure passive dans son état initial.

## **Article 9 Conditions de mise à disposition du Réseau GFU**

### ***Alinéa 9.1 Principe général***

La mise à disposition du Réseau GFU par la Ville d'Avignon à l'Utilisateur s'effectue dans l'état où se trouve ledit Réseau GFU, tant sur le plan technique que fonctionnel, à la date de signature de la convention.

### ***Alinéa 9.2 Modalités d'entrée au sein du réseau***

Tout acteur public détenant ou souhaitant détenir un équipement d'infrastructure de télécommunication active au sein du GFU peut en faire la demande officielle à la Ville d'Avignon qui en fera part aux autres membres du groupement en demandant la réunion du Comité de Suivi.

Les conditions d'entrée et d'utilisation du réseau sont celles explicitées aux articles 9 (Conditions de mise à disposition du réseau GFU, 10 (Droits d'utilisation), 11 (Maintenance du réseau GFU), 12 (Conditions financières) ainsi les dispositions contenues dans les annexes.

---

<sup>2</sup> La 1<sup>ière</sup> année calendaire commençant à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Les nouveaux utilisateurs s'engagent à utiliser le réseau GFU exclusivement pour leurs besoins propres ou, le cas échéant, pour des besoins d'interconnexion avec d'autres utilisateurs.

Chaque nouveau membre se verra notifier par la Ville d'Avignon la présente convention ainsi que ses annexes.

### ***Alinéa 9.3 Sortie volontaire du réseau GFU***

Hormis les cas de résiliation sus-évoqués, tout membre du GFU peut demander à en sortir en faisant une demande officielle auprès de la Ville d'Avignon, en respectant un préavis de 6 mois. La Ville en fera part aux autres membres en demandant la réunion du Comité de Suivi afin d'en prendre acte.

A chaque sortie d'un membre, s'appliquera également l'article 14 relatif aux modalités de résiliation de la convention à l'initiative d'un utilisateur.

### ***Alinéa 9.4 Exclusivité***

La présente convention ne confère pas à l'Utilisateur un droit exclusif d'utiliser le Réseau GFU.

### ***Alinéa 9.5 Limite de responsabilité***

Comme précisé à l'Article 1, la limite de responsabilité entre le Réseau GFU et le réseau privé de l'Utilisateur se situe au niveau de la chambre de raccordement ou de l'armoire de rue installée sur le domaine public en limite de propriété du bâtiment que l'Utilisateur souhaite raccorder.

Cette chambre ou cette armoire font partie du Réseau GFU.

Le raccordement de la (des) boucle(s), réservée(s) sur le Réseau GFU par l'Utilisateur, à ses propres fibres optiques ou équipements actifs est réalisé dans la Zone de limite de responsabilité.

### ***Alinéa 9.6 Cohabitation entre Utilisateurs***

Dans l'hypothèse où des équipements techniques de l'Utilisateur devraient être installés à proximité des équipements techniques ou des aménagements spécifiques d'un autre Utilisateur, l'Utilisateur s'engage, avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec les équipements techniques de l'autre Utilisateur déjà en place.

### ***Alinéa 9.7 Eléments associés***

Dans l'hypothèse où des éléments associés et annexes à l'infrastructure passive proprement dite, tels que des équipements, matériels ou des locaux en tout ou partie, sont mis à la disposition de l'Utilisateur au titre de la présente convention, il est expressément convenu entre les parties que le régime d'acceptation de ces éléments suit le régime d'acceptation de l'infrastructure passive.



Les éléments associés ou annexes ne sont pas dissociables de la mise à disposition du Réseau GFU et l'Utilisateur ne bénéficie que d'un droit d'utilisation temporaire en liaison avec la présente convention de ces éléments, en assume la garde et les risques associés, s'engage à souscrire toute assurance à ce titre et à permettre à la Ville d'Avignon à exercer ses droits de légitime propriétaire et à maintenir en état ses éléments qui ne pourront faire l'objet d'aucune saisie ou nantissement par les créanciers de l'Utilisateur.

### ***Alinéa 9.8 Libre accès***

La Ville d'Avignon et ses préposés ont à tout moment libre accès aux installations et équipements constitutifs du Réseau GFU, et des équipements et aménagements réalisés par l'Utilisateur dans la Zone de limite de responsabilité.

Le cas échéant, l'Utilisateur avertira la Ville d'Avignon de tout changement des conditions d'accès dans les plus brefs délais.

La Ville d'Avignon autorise l'Utilisateur à intervenir sur ses propres équipements dans la Zone de limite de responsabilité sous réserve de ne pas perturber le fonctionnement du Réseau GFU pour les autres Utilisateurs, et en concertation avec les préposés de la Ville d'Avignon.

En revanche, l'Utilisateur ne pourra pas intervenir sur les ouvrages publics de la Ville d'Avignon, hormis les cas d'urgence dûment justifiés à la Ville d'Avignon.

## **Article 10 Droit d'utilisation**

### ***Alinéa 10.1 Principe général***

L'Utilisateur s'engage à respecter rigoureusement les conditions d'utilisation du Réseau GFU définies ci-après, ainsi que la réglementation en vigueur et notamment la réglementation spécifique au domaine des télécommunications.

### ***Alinéa 10.2 Conditions d'utilisation***

L'Utilisateur dispose du droit d'utiliser le Réseau GFU dans des conditions techniques et financières non discriminatoires et conformes à l'intérêt public et à son objet déclaré.

Sous réserve d'une concertation préalable avec ses préposés, la Ville d'Avignon autorise l'Utilisateur à installer et à mettre en œuvre un système de contrôle sur l'infrastructure passive lui permettant de détecter toutes anomalies et incidents, quels qu'ils soient, et qui porteraient notamment atteinte à la continuité physique de l'infrastructure passive ou qui affecteraient le bon fonctionnement de l'infrastructure passive.

Le système de contrôle choisi par l'Utilisateur devra être sans incidence pour les autres usagers et Utilisateurs ainsi que pour la Ville d'Avignon, et n'affectera ni le bon fonctionnement de l'infrastructure passive ni le bon fonctionnement de l'infrastructure active.

Une fois les fibres optiques activées, l'Utilisateur s'engage expressément à ne pas procéder à une lecture du signal transmis dans lesdites fibres vers d'autres Utilisateurs et s'engage à une confidentialité absolue sur la nature des données et informations transmises dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'utilisation de l'infrastructure passive.

### ***Alinéa 10.3 Réserve complémentaire de boucles***

L'Utilisateur pourra formuler une demande de réservation de boucles supplémentaires pour satisfaire de nouveaux besoins, étant précisé que les boucles sont dédiées à l'usage de l'Utilisateur.

La Ville s'efforcera de satisfaire à cette demande, à la condition que la capacité totale de fibres optiques soit suffisante pour satisfaire à cette demande, aux demandes potentielles des autres Utilisateurs, ainsi qu'aux propres besoins de la Ville.

Compte tenu de la nécessité de maintenir le taux de disponibilité à un niveau suffisant pour l'ensemble des Utilisateurs de l'infrastructure, le nombre de paires de fibres optiques que pourra réserver l'Utilisateur sur une période d'une année civile **ne peut pas être supérieur au nombre de paires réservées à la notification de la convention.**

La condition de plafond annuel de réservation complémentaire de boucles, décrite dans le paragraphe précédent, ne s'applique pas à la Ville d'Avignon.

Si la demande d'évolution de la capacité réservée est de nature à entraîner un surcoût financier non compensé pour la Ville d'Avignon par des économies d'échelle ou par des rémunérations ou des recettes supplémentaires, la Ville d'Avignon pourra prendre en charge les conséquences financières de cette demande d'évolution, pourvu que ce surcoût soit compatible avec les principes fondamentaux et les règles de comptabilité publique applicables aux personnes publiques.

Dans le cas contraire, les boucles supplémentaires seront mises à disposition contre une contrepartie financière qui fera l'objet d'un avenant à la convention.

### ***Alinéa 10.4 Modification des conditions d'utilisation par l'Utilisateur***

L'Utilisateur ne peut modifier les conditions d'utilisation de l'infrastructure passive, sans justifier auprès de la Ville d'Avignon de la survenance de l'un des événements suivants :

- La nécessité pour l'Utilisateur de procéder à des tests de continuité physique de l'infrastructure passive ou de ses constituants,
- La nécessité de procéder à des travaux de connexion ou de maintenance de ses propres équipements ou des équipements qu'ils utilisent sous sa responsabilité.

En tout état de cause, l'Utilisateur s'engage à adresser à la Ville d'Avignon les documents justificatifs de la réalisation des événements susmentionnés dans un délai d'**1 mois** à compter de leur survenance.

### ***Alinéa 10.5 Garantie de continuité physique du Réseau GFU***

La garantie de continuité physique du Réseau GFU sera assurée dans le cadre du contrat de maintenance.

En cas de suspension ou d'interruption de la continuité physique de l'infrastructure passive, l(es) Utilisateur(s) impacté(s) s'engage(nt) à signaler cette suspension ou interruption à la Ville d'Avignon en précisant, s'il(s) en a(ont) connaissance, l'événement, l'incident ou l'anomalie à son origine.

La Ville pourra être amenée à mettre en œuvre une solution de contournement, si cette mesure corrective est facilement réalisable ou si la mise en œuvre de la réparation par le titulaire du contrat de maintenance se prolonge dans le temps.

### ***Alinéa 10.6 Besoins de supervision des Utilisateurs***

Dans le cadre de la supervision de leurs équipements et des infrastructures, chacune des parties autorise l'autre à utiliser un système de supervision efficace permettant de localiser le plus rapidement possible les défauts, tels que, notamment, les ruptures de fibres optiques, les atténuations globales excessives des fibres optiques, les pertes d'insertion d'épissure ou connecteurs, les dégradations de la transmission du signal, le vieillissement et plus généralement toute dégradation du matériel et des équipements de manière à réduire le temps maximum de restauration du signal transmis par l'infrastructure active.

Chacune des parties transmettra à l'autre le résultat de ces mesures dans le cadre des réunions du comité de suivi visé à l'article 13 ci-après.

## **Article 11 Maintenance du Réseau GFU**

### ***Alinéa 11.1 Conditions de maintenance***

La maintenance du Réseau GFU et des éventuelles Extensions du Réseau sera réalisée par un prestataire spécialisé retenu par la Ville dans le cadre d'un marché public.

Il s'appliquera aux ouvrages du Réseau et aux Extensions du Réseau GFU au fur et à mesure de leur mise en service.

En particulier, le contrat de maintenance inclura la possibilité de faire réaliser par le prestataire des tests de continuité des paires de fibre optique.

Le prestataire chargé de la maintenance du Réseau GFU sera notamment tenu par des délais d'intervention et de rétablissement et soumis au paiement de pénalités en cas de non-respect de ces engagements contractuels.

En revanche, l'Utilisateur assume l'ensemble des charges de réparation, d'entretien et de maintenance des équipements techniques, des aménagements et des matériels annexes<sup>3</sup> de l'infrastructure passive mise à sa disposition.

Les opérations de maintenance seront conduites en coopération et en concertation entre les différents Utilisateurs concernés et le titulaire du marché.

### ***Alinéa 11.2 Travaux effectués sur le Réseau GFU***

La Ville d'Avignon dispose à tout moment du droit d'ordonner la réalisation de travaux et d'aménagements spécifiques afin d'assurer un meilleur fonctionnement de l'infrastructure passive.

En outre, l'Utilisateur peut également proposer à la Ville d'Avignon la réalisation de travaux et d'aménagements spécifiques. La Ville d'Avignon accepte que l'Utilisateur réalise, après concertation avec les préposés de la Ville et à ses frais exclusifs à l'intérieur du périmètre du

<sup>3</sup> C'est-à-dire des matériels annexes non concernés par la présente convention.

Réseau GFU tel que défini à l'ANNEXE 1 - Périmètre du Réseau GFU, des travaux et des aménagements spécifiques dans les conditions ci-après.

Les moyens matériels utilisés et les procédures d'exécution des travaux devront prendre en compte les aspects de protection de la nature et de développement durable, et notamment :

- Limiter l'impact sur l'environnement ;
- Le retraitement, ou à défaut la mise en décharge, de tous les déchets.

Aucun emballage, fourniture inutilisée ou déchet de fourniture ne devra rester sur place.

La Ville d'Avignon se réserve le droit de refuser la réalisation de travaux et d'aménagements spécifiques proposés par l'Utilisateur si elle estime que l'intérêt public s'oppose à la réalisation de ces derniers.

L'Utilisateur fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux et aménagements spécifiques et à l'installation des équipements techniques.

La Ville d'Avignon délivrera néanmoins à l'Utilisateur tout document ou accord lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires à l'obtention de ces autorisations administratives.

L'Utilisateur devra procéder ou faire procéder à l'installation de ses équipements techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art.

L'Utilisateur assumera toutes les charges et impositions afférentes auxdits travaux et aménagements.

Préalablement à la réalisation de travaux et d'aménagements spécifiques, l'Utilisateur communiquera à la Ville d'Avignon leur descriptif. La Ville d'Avignon pourra demander des modifications sans cependant remettre en cause la réalisation même des travaux indispensables à l'exercice de l'activité de l'Utilisateur, sauf si elle estime que l'intérêt public, l'intérêt général ou la notion de service public s'opposent à la réalisation de ces derniers.

### ***Alinéa 11.3 Travaux et réparations effectués par la Ville d'Avignon sur des ouvrages publics<sup>4</sup>***

En cas de travaux indispensables à la réparation des ouvrages publics du domaine public ou privé et conduisant à l'interruption temporaire du fonctionnement des équipements techniques et de l'infrastructure passive ou active, la Ville d'Avignon se réserve le droit d'avertir l'Utilisateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avec un préavis de **3 mois** avant le début des travaux, en lui précisant à titre indicatif, leur durée. Ce préavis ne s'applique pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure.

La Ville d'Avignon mettra en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour éviter les interruptions de service.

En cas d'impossibilité, elle mettra en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour trouver une solution de remplacement ou de contournement pendant la durée des travaux, afin de permettre de continuer à bénéficier des services fondamentaux de télécommunications et du service de connectivité.

A l'issue des travaux, la Ville d'Avignon pourra procéder à l'établissement d'un état des lieux afin de s'assurer que l'infrastructure passive est conforme au descriptif fourni à l'ANNEXE 2 - Descriptif technique du Réseau GFU.

<sup>4</sup> Les dispositions visées dans cet alinéa concernent des interventions qui sont au-delà de celles couvertes par le contrat de maintenance. Ce dernier prévoit de son côté des délais d'intervention et de rétablissement.

## **Article 12 Conditions financières**

### ***Alinéa 12.1 Clefs de répartition du coût initial de mise en œuvre d'un Nouveau réseau (extension)***

Si des travaux importants d'extension du Réseau s'avéraient nécessaires, un avenant à la présente convention serait validé par la Ville et par chaque utilisateur afin d'en préciser les modalités et leur impact sur la tarification des utilisateurs.

### ***Alinéa 12.2 Répartition des coûts annuels de maintenance du Réseau GFU et pénalités éventuelles***

Les coûts annuels de maintenance du Réseau GFU seront pris en charge par la Ville d'Avignon.

En contrepartie, les Utilisateurs verseront annuellement un montant forfaitaire pour la maintenance mutualisée du Réseau GFU.

Ce coût forfaitaire détaillé en ANNEXE 3 – Tarification Droits d'accès et maintenance, est établi pour chaque Utilisateur sur la base de **800 € TTC** multipliée par le nombre de boucles demandées et **200 € TTC** pour l'utilisation d'une liaison.

Ce montant a été évalué à partir des coûts constatés par la Ville d'Avignon depuis 5 ans sur le Réseau préexistant.

Les coûts figurant à l'ANNEXE 3 - Tarification Droits d'accès et maintenance seront révisés chaque année à hauteur de 2%.

**La première augmentation aura lieu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

La facturation de ces montants par la Ville d'Avignon aux Utilisateurs se fera par émission de titres de recettes.

En fin d'année civile, s'il est constaté que la somme de ces coûts forfaitaires ne correspond pas au coût réellement supporté par la Ville d'Avignon, et que cet écart modifie substantiellement l'équilibre financier de la convention, une nouvelle base forfaitaire sera proposée par la Ville dans le cadre du Comité de Suivi et validée par avenant à la présente.

Sous réserves des dispositions de l'Alinéa 12.3, l'Utilisateur accepte de supporter, pendant toute la durée de la présente convention, les risques liés aux dépenses de maintenance du Réseau GFU.

### ***Alinéa 12.3 Révision des conditions financières***

Les parties se réservent le droit, à l'issue d'une période de **3 ans** à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, d'adapter la présente convention par modification des dispositions contractuelles et notamment des conditions financières définies à l'article 12.2 dans les cas suivants :

- En cas de modifications significatives et substantielles de l'environnement économique, technique, contractuel, réglementaire ou législatif, affectant de façon durable, les conditions d'exploitation ou de maintenance du Réseau GFU telles que définies à la présente convention et dans ses annexes, et notamment les droits détenus par l'Utilisateur ;



- Dans le cas où, du fait de circonstances non imputables aux parties et présentant les caractères d'imprévisibilité, d'irrésistibilité, il apparaîtrait que l'équilibre financier de la convention n'est plus atteint :
  - Entre les charges de gestion et/ou de maintenance et les rémunérations éventuelles perçues, pour la Ville d'Avignon ;
  - Entre les charges de maintenance et les gains indirects liés à l'usage du Réseau GFU, pour le(s) Utilisateur(s).

Dans ce cas, les parties se rencontreront pour rechercher de bonne foi, les mesures éventuelles, notamment financières, permettant de remédier durablement à une telle situation, consistant soit :

- Dans une adaptation des conditions financières ;
- Dans une adaptation des conditions techniques d'exploitation et/ou de maintenance ;
- Dans la recherche de toutes autres solutions notamment techniques ou financières.

En cas de désaccord entre l'Utilisateur et la Ville d'Avignon sur l'application des dispositions contractuelles définies au présent article, après un délai de **1 mois** à compter de la demande d'adaptation notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par l'une des parties, les parties solliciteront, au plus tard dans le délai de **15 jours** qui suit, l'avis d'un conciliateur désigné d'un commun accord dans le cadre d'une réunion du Comité de Suivi.

Le conciliateur rendra son avis sous la forme d'un rapport dans un délai maximum de **2 mois** à compter de sa désignation.

Sur la base du rapport établi par le conciliateur, les parties se rapprocheront alors pour définir les termes de l'avenant à la présente convention fixant les nouvelles conditions contractuelles financières et/ou techniques, qu'elles devront signer dans le délai de **1 mois**.

En cas de désaccord des parties, soit sur la désignation du conciliateur, soit sur les termes de l'avenant à signer après établissement de son rapport par le conciliateur, et ce pour quelque cause que ce soit, chacune des parties est en droit de saisir le juge qui statuera, soit en désignant un conciliateur, soit sur les conditions de rétablissement de l'équilibre financier ainsi que sur le montant des sommes qui pourraient éventuellement être dues à la Ville d'Avignon.

## Article 13 Comité de suivi

Il est institué un Comité de suivi de la convention dont la Ville d'Avignon assure la présidence. Ce Comité est composé, à minima, d'un représentant de chacun des Utilisateurs.

Ce comité de suivi se réunira aussi souvent que nécessaire et au moins **1 fois par an** ou chaque fois qu'une partie le demandera. Dans ce dernier cas, le délai de convocation ne pourra pas être inférieur à 5 jours ouvrés.

Les représentants seront désignés au plus tard dans le délai d'**1 mois** à compter de la notification de la présente convention. Le nom, la fonction et les coordonnées de chaque représentant seront communiqués à la Ville d'Avignon, auprès des correspondants visés à l'article 6.

Chaque membre du réseau GFU est tenu de transmettre à la Ville d'Avignon la liste mise à jour de ses représentants en cas de modification et de changements de noms, ceci auprès des référents de la Ville d'Avignon cités à l'article 6.

Les représentants de chaque partie à la convention sont expressément soumis aux obligations de confidentialité et de secret définies à l'article 16.3 ci-après.

Ce comité de suivi a notamment pour objet :

- De suivre l'exécution de la présente convention ;
- D'échanger les informations nécessaires à la bonne exécution de la présente convention ;
- De proposer aux Utilisateurs les améliorations pouvant être apportées aux conditions d'exploitation de l'infrastructure passive ;
- De déterminer et d'instruire les difficultés qui apparaissent (modifications d'autorisations réglementaires ou administratives, ou autres)
- De décider de l'intégration dans le GFU d'un nouveau membre (à la majorité des membres présents)
- De prendre acte de la demande de sortie d'un membre du GFU et d'en tirer toutes les conclusions techniques et financières pour la poursuite de la gestion du réseau,
- De veiller au maintien de l'équilibre financier de la convention, notamment au regard des évolutions de la tarification prévue à l'ANNEXE 3 Tarification Droits d'accès et maintenance.

La présence de l'un des représentants de chacune des parties aux réunions du Comité de suivi est obligatoire. En cas d'empêchement, un suppléant sera désigné.

Les décisions prises en comité de suivi s'appliquent à tous les utilisateurs qu'ils soient présents ou pas.

Un procès-verbal de réunion sera rédigé par la Ville d'Avignon et transmis pour information à chaque Utilisateur, à l'issue de la réunion.

## **Article 14 Résiliation**

La convention pourra être résiliée à l'initiative de la Ville d'Avignon, entre cette dernière et l'un des Utilisateurs, à tout moment et notamment :

- En cas de non-paiement des montants dus à la Ville par l'Utilisateur, après réception par ce dernier d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant un délai d'**1 mois** ;
- En cas de manquement par l'Utilisateur à ses obligations notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant un délai d'**1 mois** ;
- En cas de nécessité de procéder à une restructuration entraînant la démolition totale ou partielle d'un ouvrage public nécessaire à l'objet de la présente convention, notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve du respect d'un préavis de **6 mois**.

Dans cette dernière hypothèse, la résiliation de la convention n'interviendra que si aucun accord n'a pu être trouvé entre les parties pour remplacer les ouvrages publics ou pour mettre en place des solutions de remplacement susceptibles d'accueillir les équipements techniques, aux mêmes conditions que celles définies dans la convention.

En cas de résiliation anticipée de la convention à l'initiative de la Ville dans les conditions définies ci-dessus, il n'est pas prévu le versement de pénalité par cette dernière aux Utilisateurs.

La convention pourra également être résiliée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative d'un Utilisateur ou de la Ville d'Avignon dans les cas suivants :

- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de l'Utilisateur et/ou à l'implantation de ses équipements techniques ;
- Changement majeur de tout ou partie de l'architecture du Réseau GFU ou évolution technologique significative remettant en cause les conditions de l'exécution de la présente convention ;
- Restructuration par l'Utilisateur de son réseau propre (suppression d'un des sites raccordés au Réseau GFU, par exemple).

Un préavis de **6 mois** devra être respecté par l'Utilisateur qui demande la résiliation.

## **Article 15 Evolution de la convention**

### ***Alinéa 15.1 Evolutions légales***

En cas d'évolutions légales dans le domaine du droit des collectivités territoriales, du droit administratif et/ou du droit des télécommunications, les parties se réuniront dans le cadre du Comité de suivi pour déterminer les conditions de poursuite de leur partenariat.

Dans l'hypothèse où un accord n'interviendrait pas entre les parties dans le délai d'entrée en vigueur de ces évolutions, la présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité de quelque nature que ce soit au profit de l'une ou l'autre des parties.

Une évolution légale s'entend d'une modification d'une loi, d'un décret, d'un arrêté ou d'une réglementation ayant un impact sur l'objet de la convention ou la situation des parties.

### ***Alinéa 15.2 Cession de la convention***

La présente convention a été conclue par chacune des parties en considération de la personne de l'autre partie et ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par l'une des parties, sans accord écrit et préalable de l'autre partie et dans le seul respect des autorisations dont bénéficient chacune des parties.

## **Article 16 Clauses juridiques générales**

### ***Alinéa 16.1 Responsabilité et assurances***

Chaque Utilisateur est responsable de tous les dommages causés par les travaux qu'il entreprendrait ou par ses installations et équipements, tant pour lui-même que pour les tiers mandatés par lui, et ce à l'égard des autres Utilisateurs et des tiers qui se trouveraient dans la zone d'emprise du Réseau GFU au moment des travaux.

Les utilisateurs devront, chacun, assurer leur responsabilité civile ainsi que tous les risques liés à leur activité propre, et contracter à cette fin une ou plusieurs polices d'assurance auprès d'une ou plusieurs compagnies tant pour les dommages causés aux biens mis à disposition que pour les dommages causés aux tiers et aux usagers. De ce fait, aucune renonciation à recours ne sera accordée au titre de la présente convention.



### ***Alinéa 16.2 Autorisations légales***

L'Utilisateur s'engage à obtenir et à maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la convention, les autorisations légales, réglementaires ou administratives qui lui incombent et qui sont nécessaires pour la mise en œuvre de la présente convention.

Toute modification des autorisations dont bénéficie l'Utilisateur sera examinée par les parties dans le cadre du Comité de suivi afin de déterminer les conditions de poursuite de leur relation.

### ***Alinéa 16.3 Confidentialité et secret***

Les parties s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la convention et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques relatives au Réseau GFU.

Cette obligation s'applique à l'ensemble des personnels, préposés, prestataires et cocontractants de chacune des parties.

### ***Alinéa 16.4 Force majeure***

Dans un premier temps, les cas de force majeure suspendront l'exécution de la présente convention.

Si les cas de force majeure ont une durée d'existence supérieure à **3 mois**, la présente convention sera résiliée automatiquement.

De façon expresse, est considéré comme cas de force majeure celui dont la définition est donnée à l'article 1218 du Code Civil (tout événement exceptionnel et extérieur aux parties présentant un caractère imprévisible et irrésistible).

### ***Alinéa 16.5 Bonne foi***

Les parties conviennent d'exécuter leurs obligations avec une parfaite bonne foi.

### ***Alinéa 16.6 Indépendance des parties***

Les parties reconnaissent agir chacune pour leur propre compte et ne seront pas considérées agent l'une de l'autre.

La présente convention ne constitue, ni une association, ni une franchise, ni un mandat donné par l'une des parties à l'autre.

Aucune des parties ne peut prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre partie.

En outre, chacune des parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, prestations, produits et personnels.

### ***Alinéa 16.7 Intégralité***

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer à la présente convention.

De manière expresse, tous les documents et tous les échanges verbaux ne pourront être utilisés directement ou indirectement comme élément d'interprétation de la présente convention.

### ***Alinéa 16.8 Tolérance***

Les parties conviennent réciproquement que le fait, pour l'une des parties, de tolérer une situation n'a pas pour effet d'accorder à l'autre partie des droits acquis.

De plus, une telle tolérance ne peut être interprétée comme une renonciation à faire valoir les droits en cause.

### ***Alinéa 16.9 Sincérité***

Les parties déclarent sincères les présents engagements. A ce titre, elles déclarent ne disposer d'aucun élément à leur connaissance qui, s'il avait été communiqué, aurait modifié le consentement de l'autre partie.

### ***Alinéa 16.10 Loi***

La présente convention est régie par la loi française

Il en est ainsi pour les règles de fond, comme pour les règles de forme.

### ***Alinéa 16.11 Conciliation***

En cas de difficultés d'exécution et avant toute procédure judiciaire, chacune des parties s'engage à désigner deux personnes de son entité, de niveau « Direction générale ».

Ces personnes devront se réunir, à l'initiative de la partie la plus diligente, dans les **quinze jours**, à compter de la réception de la lettre de demande de réunion de conciliation.

L'ordre du jour est fixé par la partie qui prend l'initiative de la conciliation.

Les décisions, si elles sont arrêtées d'un commun accord, feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

### ***Alinéa 16.12 Litiges***

Tout litige éventuel entre les parties, qui subsisterait à l'issue de la procédure de conciliation décrite ci-dessus, sera du ressort du Tribunal Administratif de Nîmes.

De plus, la présente convention peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et publication.

FAIT à Avignon, le 19/01/2023  
Madame le Maire de la Ville d'Avignon,

Cécile HELLE



FAIT à Avignon, le 7/06/2022

Monsieur le Président de la de la Communauté d'Agglomération du Grand Avignon,

Joël GUIN



Le 11/05/2022

Fait à Villeneuve-lès-Avignon, le  
Madame le Maire de la Ville de Villeneuve-lès-Avignon

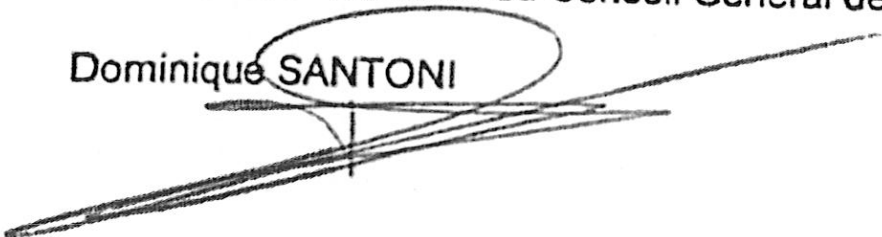
Pascale BORIES



FAIT à Avignon, le - 7 JUIL. 2022

Madame la Présidente du Conseil Général de Vaucluse,

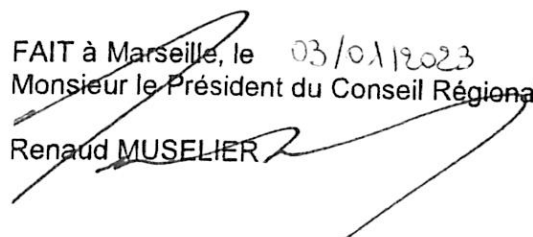
Dominique SANTONI



FAIT à Marseille, le 03/01/2023

Monsieur le Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Renaud MUSELIER



FAIT à Marseille, le 9 juin 2022  
Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région PACA

Yannick MAZETTE



FAIT à Avignon le

FAIT à Avignon, le - 5 AVR. 2022  
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse,

Gilbert MARCELLI



FAIT à Avignon, le 21 Juin 2022  
Monsieur le Président d'AVIGNON UNIVERSITE,

Philippe ELLERKAMP

Le Président de l'Université d'Avignon

Philippe ELLERKAMP



FAIT à Avignon, le 30/03/2022  
Monsieur le Président et Délégué Régional de l'Institut National de la Recherche Agronomique  
- PACA

Jean-Philippe NABOT

Jean-Philippe NABOT  
Président du Centre de Recherche  
Provence Alpes - Côte d'Azur  
INRAE



FAIT à AIX EN PROVENCE., le 18/05/2022

Monsieur le Recteur de la Région académique PACA, Recteur de l'académie d'Aix-Marseille,  
Chancelier des universités

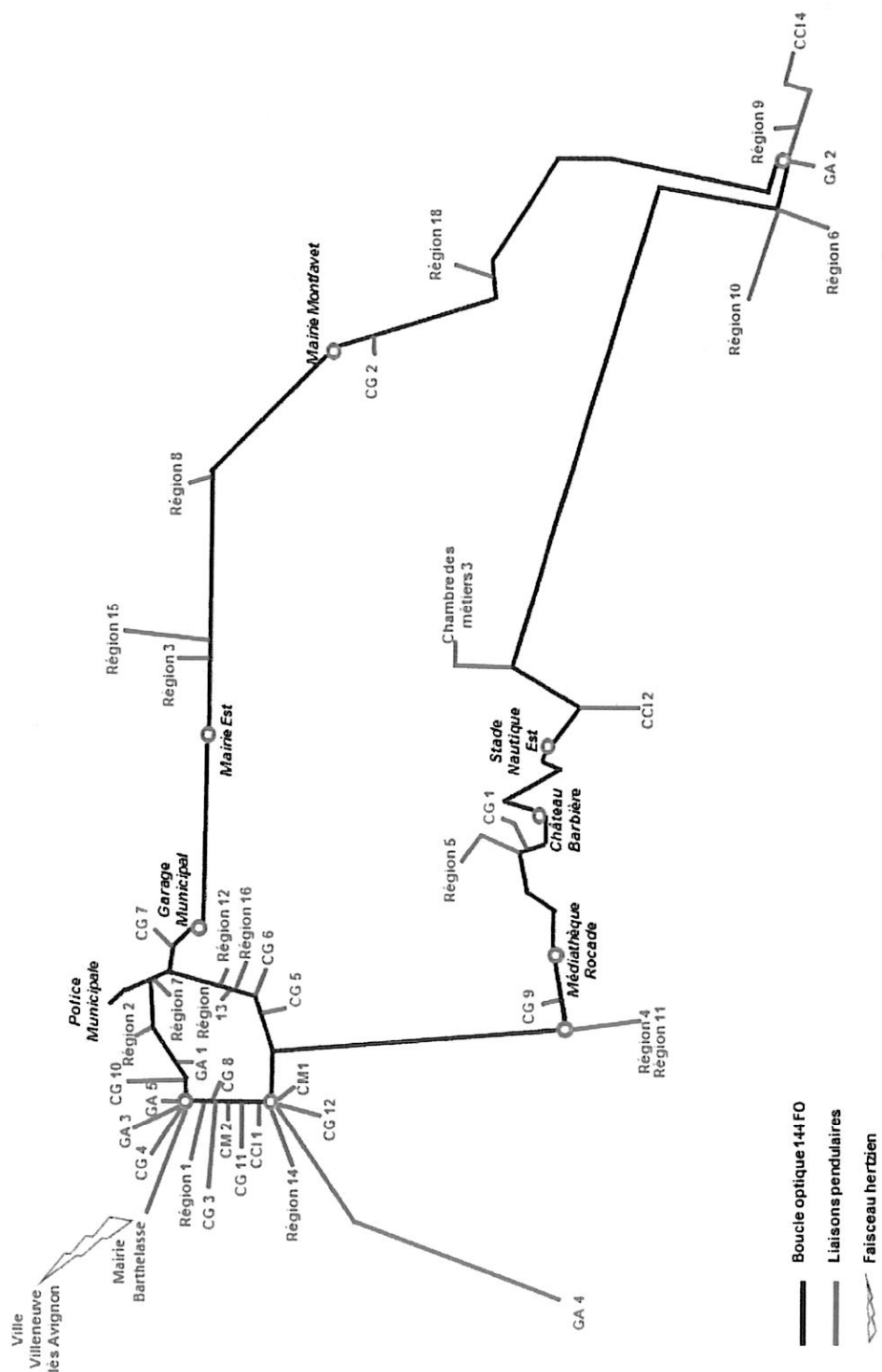
Bernard BEIGNIER

Le recteur !

Bernard BEIGNIER



# ANNEXE 1 - Périmètre du Réseau GFU existant au 1<sup>er</sup> janvier 2022



Le schéma ci-dessus et les sites qui y figurent, sont donnés à titre indicatif, afin de présenter la logique d'ensemble du Réseau. Les sites desservis par le Réseau sont listés ci-dessous.

Cette liste de sites pourra éventuellement être revue à la baisse si certains Utilisateurs décident.

- Ville d'Avignon

La ville dispose d'un grand nombre de site raccordés au réseau GFU :

- Sites municipaux (écoles, musées, bibliothèques, bureaux, etc.)
- Caméras de vidéoprotection
- Armoires feux tricolores
- Système de contrôle d'accès

- Grand Avignon

- **GA1 - CRR Musique** (2 rue Général Leclerc)
- **GA2 - Siège** (320 Chemin des Meinajariés – Agroparc)
- **GA3 - CRR Danse** (20 rue Ferruce)
- **GA4 - Atelier opéra** (296 route des rémouleurs)
- **GA5 - Opéra** (Place de l'Horloge)

- Département de Vaucluse

- **CG1 - CMS Avignon Sud** (4 avenue Anne d'Autriche, Avignon)
- **CG2 - CMS Montfavet** (rue des Paroissiens, Montfavet)
- **CG3 - Archevêché** (rue d'annanelle)
- **CG4 - Direction des Routes et des Bâtiments** (17, rue du Limas, Avignon)
- **CG5 - Direction de l'Intervention Sociale** (6, boulevard Limbert, Avignon)
- **CG6 - MDPH** (22, boulevard Limbert, Avignon)
- **CG7 - Centre Informatique** (13, route de Lyon, Avignon)
- **CG8 - Hôtel du Département** (rue Viala, Avignon)
- **CG9 - Sport départemental** (4725, rocade Charles de Gaulle, Avignon)
- **CG10 – Archives** (Palais des papes)
- **CG11 – Archéologie** (4, rue st Charles)
- **CG12 – Champfleury** (3, rue honoré Labande)



- Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région PACA
  - **CMA1 - ST-ROCH** (12 et 14 Boulevard ST ROCH 84000 AVIGNON)
  - **CMA2 - VERNET** (35 rue Joseph VERNET 84000 AVIGNON)
  - **CMA3 - ETANG** (7 et 9 Avenue de l'Etang ZI de Fontcouverte 84000 AVIGNON)
  
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse
  - **CCI1 -JAURES** (Siège)
  - **CCI2 - FENAISSONS** (Campus)
  - **CCI4 - AEROPORT** (Aéroport)
  
- Ville de Villeneuve lès Avignon
  - **Hôtel de Ville** (2 rue de la République)

• Sites d'intérêt Régional :

- **REGION 1 - LYC-15111-fMistral**  
Nom Lycée : Frédéric Mistral  
Adresse : Rue d'Annanelle
- **REGION 2 - LYC-15121-tAubanel**  
Nom Lycée : Théodore Aubanel  
Adresse : 14 rue de la Palapharmerie
- **REGION 3 - LYC-15131-rChar**  
Nom Lycée : René Char  
Adresse : 2 rue Auguste Renoir
- **REGION 11 - LYC-15151-GirardSchumann**  
Nom Lycée : Philippe de Girard / Robert Schumann  
Adresse : 138 route de Tarascon
- **REGION 5 - LYC-15171-mCasares**  
Nom Lycée : Maria Casares  
Adresse : 1 rue de Bavardargès
- **REGION 6 - LYC-15286-fPetrarque**  
Nom Lycée : François Pétrarque  
Adresse : Site AGROPARC - Route de Marseille
- **REGION 15 - ARTERIA**  
Adresse : 340 chemin de l'Amandier – Avignon
- **REGION 7 - Avignon Université – Ste Marthe**  
Adresse : 74 rue Louis Pasteur - 84029 Avignon cedex 1
- **REGION 9 - Avignon Université - CERI**  
Adresse : 339 chemin des Meinajaries - Agroparc BP 1228 - 84911 Avignon cedex 9
- **REGION 12 – Avignon Université - Chabran**  
Adresse : 28 Boulevard Limbert ou 1 avenue Saint Jean
- **REGION 11 - ESR-IUFM**  
Adresse : 140 Route de tarascon – Avignon
- **REGION 8 - ESR-INRA-StMaurice**  
Adresse : Domaine St Maurice - Avignon
- **REGION 10 - ESR-INRA-StPaul**  
Adresse : Domaine St Paul - Montfavet
- **REGION 13 - ESR-IA**  
Adresse : 49, rue Thiers – Avignon
- **REGION 18 – ISEMA-ISARA**  
Adresse : 105 rue Pierre Bayle - Montfavet

Les noms figurant en gras ci-dessus, sont les noms qui seront utilisés pour désigner les sites dans le cadre de cette convention.

La nomenclature retenue, commune à tous les sites, est la suivante :

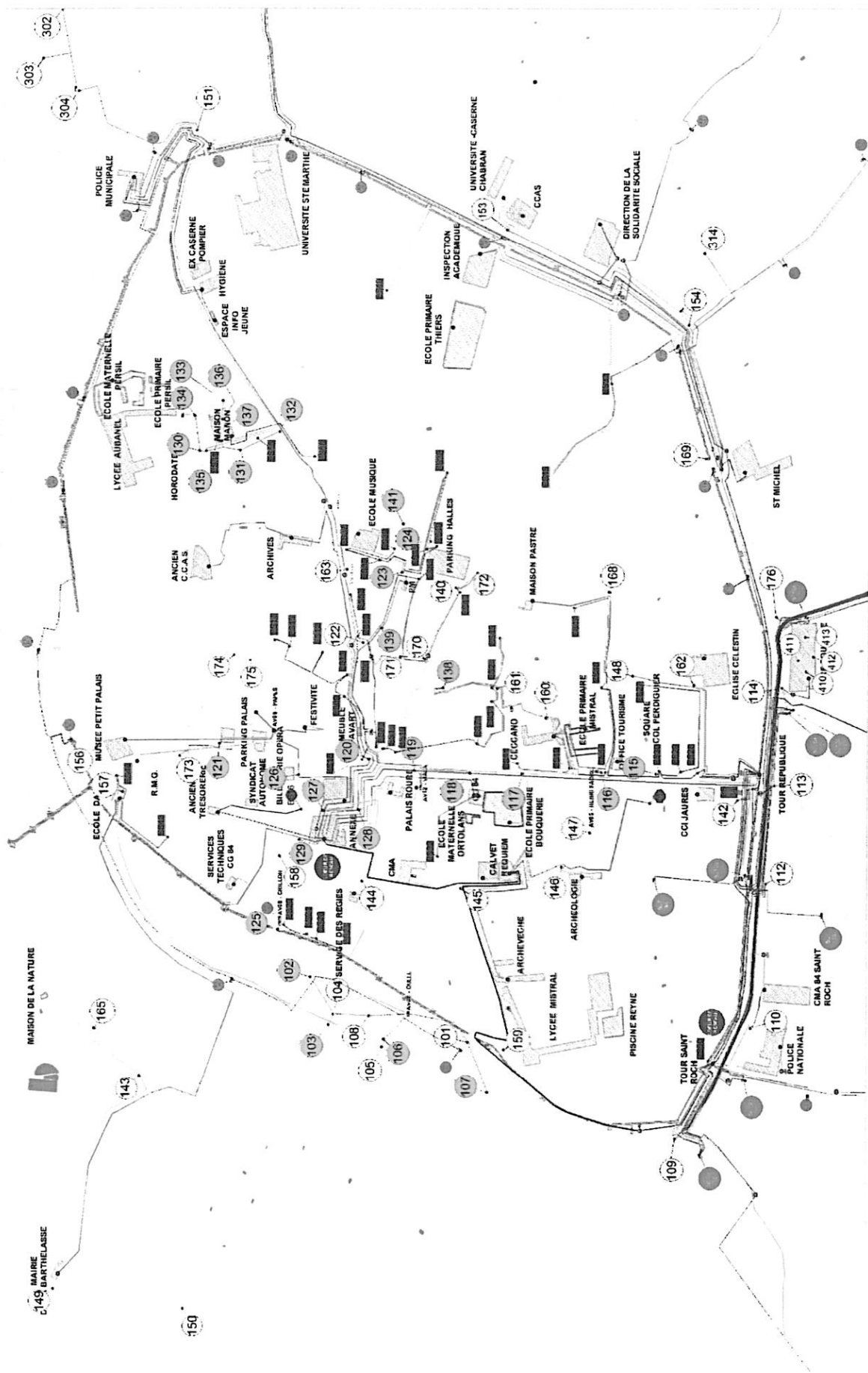
**[Abréviation du nom de l'Utilisateur]-[Nom du site à la convenance de l'Utilisateur]**

Les abréviations seront les suivantes pour chaque Utilisateurs :

- |  |                       |
|--|-----------------------|
| • Ville d'Avignon >                                      | « Ville »             |
| • Grand Avignon >  | « GA »                |
| • Département de Vaucluse >                              | « CG »                |
| • Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région PACA > | « CMAR »              |
| • Chambre de Commerce et d'Industrie de Vaucluse >       | « CCI »               |
| • Région Provence-Alpes-Côte d'Azur >                    | « Région » ou « LYC » |
| • Avignon Université >                                   | « ESR <sup>3</sup> »  |
| • Institut National de la Recherche Agronomique - PACA > | « ESR »               |
| • Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille : >             | « ESR »               |

<sup>3</sup> Enseignement Supérieur et Recherche, appellation retenue pour désigner les Utilisateurs : Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Institut National de Recherche Agronomique et Rectorat Aix-Marseille.

## **ANNEXE 2 - Descriptif technique du Réseau GFU**



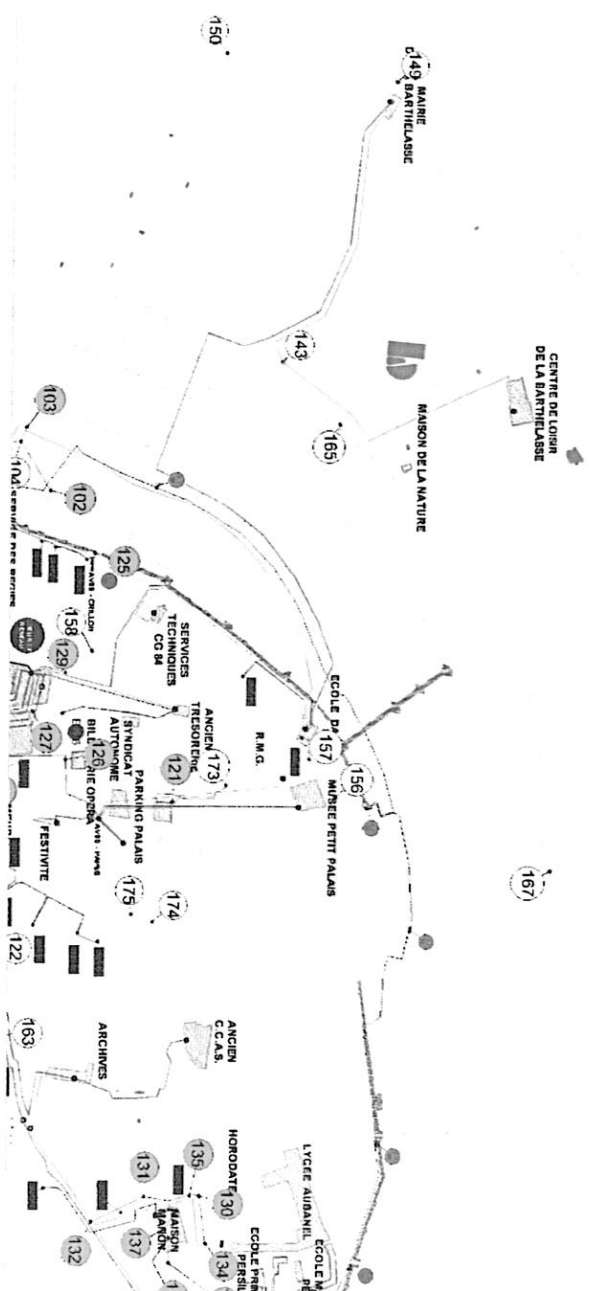
# INTRA-MUROS

- CATEGORIE
- LLCC
- COA
- S-T
- 36 FO
- 27 FO
- 14 FO
- 22 FO
- 48 FO
- ANBOULE DE RUE
- LOCAL TECHNIQUE
- JOINT OPTIQUE
- ANTENNE
- CAMERA VIDEO
- CAMERA ANALOGIQUE
- COMPTAGE
- BOULEVARD
- S-T P
- CAMERA VIDEO
- BOULEVARD

CATEGORIE 6		MFO	
RECE	4410	RECE	2410
COAC	2710	COAC	2110
SPRI	1510	SPRI	1110

ASSEMBLÉ DE NOT		CANTON		SIL ANALOGUE		CABLO VIBRANTE		SIL P	
1	TICAL LICHON	1	CONTO NAL DOL	1	CONTO NAL DOL	1	CONTO NAL DOL	1	CONTO NAL DOL
2	CONTO NAL DOL	2	CONTO NAL DOL	2	CONTO NAL DOL	2	CONTO NAL DOL	2	CONTO NAL DOL
3	CONTO NAL DOL	3	CONTO NAL DOL	3	CONTO NAL DOL	3	CONTO NAL DOL	3	CONTO NAL DOL
4	CONTO NAL DOL	4	CONTO NAL DOL	4	CONTO NAL DOL	4	CONTO NAL DOL	4	CONTO NAL DOL
5	CONTO NAL DOL	5	CONTO NAL DOL	5	CONTO NAL DOL	5	CONTO NAL DOL	5	CONTO NAL DOL
6	CONTO NAL DOL	6	CONTO NAL DOL	6	CONTO NAL DOL	6	CONTO NAL DOL	6	CONTO NAL DOL
7	CONTO NAL DOL	7	CONTO NAL DOL	7	CONTO NAL DOL	7	CONTO NAL DOL	7	CONTO NAL DOL
8	CONTO NAL DOL	8	CONTO NAL DOL	8	CONTO NAL DOL	8	CONTO NAL DOL	8	CONTO NAL DOL
9	CONTO NAL DOL	9	CONTO NAL DOL	9	CONTO NAL DOL	9	CONTO NAL DOL	9	CONTO NAL DOL
10	CONTO NAL DOL	10	CONTO NAL DOL	10	CONTO NAL DOL	10	CONTO NAL DOL	10	CONTO NAL DOL







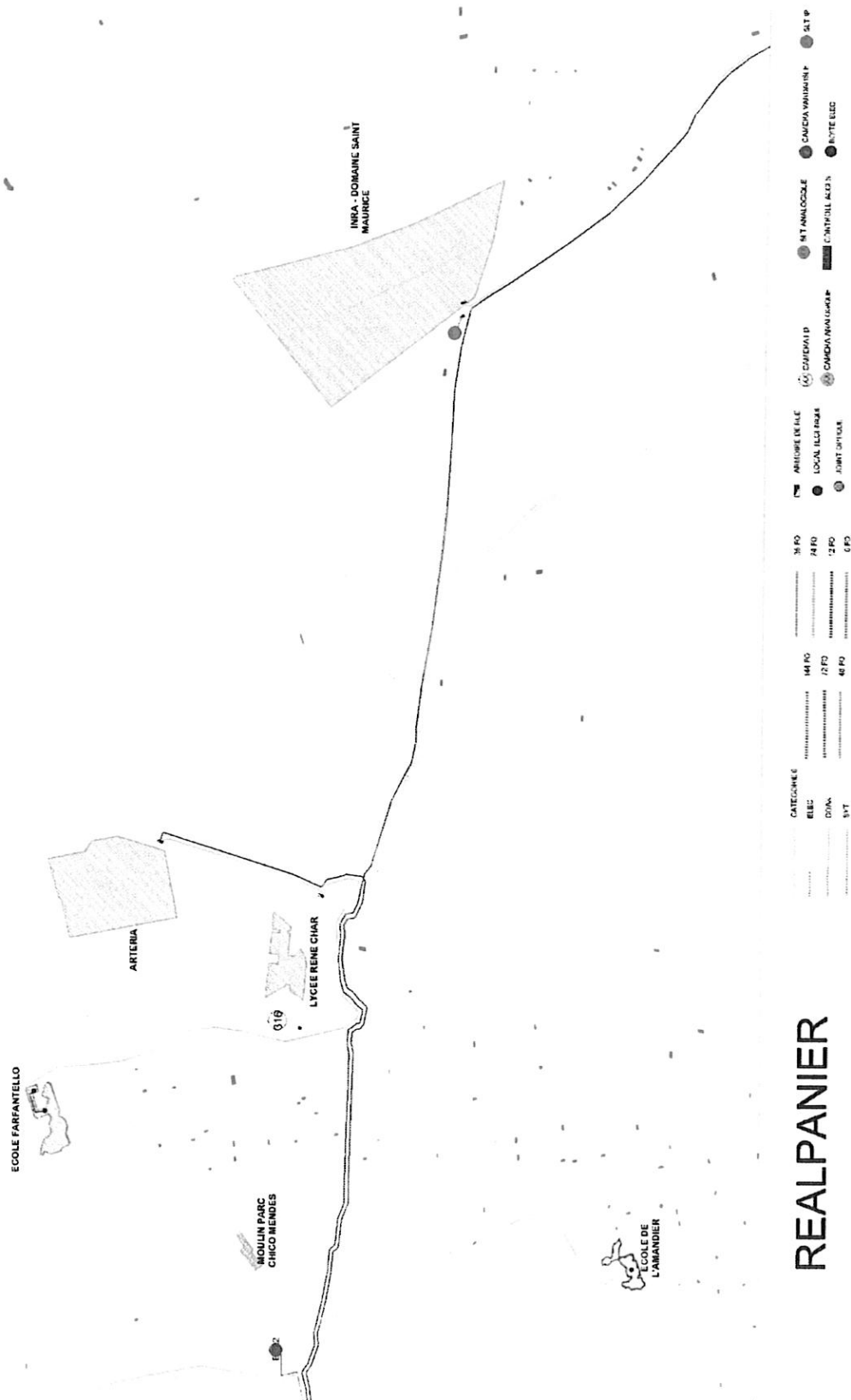












# REALPANIER

[illegible]